

OLSEM, Jean-Pierre. *Stratégie d'entreprise et politique industrielle dans la nouvelle économie mondiale*. Paris, Armand Colin, 1999, 205 p.

Olivier Boiral

Références de l'Union européenne : regards croisés
Volume 32, Number 3, 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704328ar>
DOI: <https://doi.org/10.7202/704328ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Boiral, O. (2001). Review of [OLSEM, Jean-Pierre. *Stratégie d'entreprise et politique industrielle dans la nouvelle économie mondiale*. Paris, Armand Colin, 1999, 205 p.] *Études internationales*, 32 (3), 594–597.
<https://doi.org/10.7202/704328ar>

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Stratégie d'entreprise et politique industrielle dans la nouvelle économie mondiale.

OLSEM, Jean-Pierre. Paris, Armand Colin, 1999, 205 p.

La multiplication des fusions-acquisitions et des restructurations d'entreprises traduit l'émergence d'un nouveau système industriel dominé par les impératifs d'une concurrence de plus en plus mondialisée. Comment ce nouvel ordre concurrentiel se manifeste-t-il dans des secteurs aussi divers que l'automobile, la sidérurgie, le transport maritime, les banques et assurances, ou encore l'agroalimentaire ? Quelles sont les principales transformations économiques, technologiques, stratégiques et juridiques qu'impose la nouvelle économie mondiale aux entreprises ? C'est à ces questions ambitieuses que s'attache à répondre l'ouvrage de Jean-Pierre Olsem, professeur à l'Université de Franche-Comté et spécialiste de l'économie industrielle. Après une réflexion sur le nouvel ordre concurrentiel mondial, le livre est structuré en deux parties : la mondialisation comme contrainte et la mondialisation comme opportunité. Chacun des quatre chapitres de l'ouvrage se termine par des exemples commentés de questions d'examens posées lors de différents concours administratifs français (entrée aux grandes écoles de commerce, Capes, agrégation) ainsi que par des « clés et repères » qui résument quelques notions économiques de base.

Dans sa longue présentation préliminaire de l'ouvrage, Jean-Pierre Olsem propose une réflexion générale

sur les conditions de réalisation d'une saine concurrence et sur le rôle de plusieurs institutions internationales dans l'élargissement du libre-échange. Après une mise en perspective historique de la contribution du GATT à la libéralisation des échanges internationaux, l'auteur soulève les défis auxquels est confrontée l'OMC : irruption de la supranationalité, élaboration d'un droit international de la concurrence, actions antidumping, travail des enfants, etc. Selon l'auteur, l'Union européenne, première exportatrice mondiale, peut être considérée comme une sorte de « modèle » pour définir les lignes directrices d'un droit de la concurrence international. L'abolition des restrictions quantitatives et des obstacles techniques aux échanges représentent en effet une des principales composantes du traité de Rome. C'est ce dernier qui a, par exemple, institué la Cour de justice des Communautés européennes, qui vise à interdire les mesures protectionnistes discriminatoires au sein des pays de l'Union. Enfin, l'avènement de l'euro a favorisé la stabilité et l'union financière qui constituent un des piliers du modèle concurrentiel européen. Si la mondialisation de l'économie internationale n'est pas aussi avancée qu'à l'intérieur de l'espace européen, elle représente, selon Olsem, un mouvement inéluctable qui appelle des contraintes et des opportunités pour les entreprises.

La première partie de l'ouvrage se propose d'analyser « la mondialisation comme contrainte ». Cette contrainte résulte, selon l'auteur, des transformations qu'entraînent le « désengagement irréversible » des interventions publiques et le retour aux principes fondateurs du libéra-

lisme. Dans le premier chapitre, Olsem analyse les principales caractéristiques de ces transformations dans plusieurs secteurs industriels : le pétrole, l'énergie électrique, le transport aérien et ferroviaire, les télécommunications, la sidérurgie, le transport maritime et la construction navale, le textile-habillement, les matières premières et les métaux non ferreux. Pour chacun de ces domaines, l'auteur montre les conséquences stratégiques des privatisations, des dérèglementations, de l'abandon des monopoles publics et, de façon plus générale, de la substitution d'une logique concurrentielle « libérale » au modèle interventionniste qui s'est imposé avec la crise des années 1970. Ces analyses sectorielles, étayées par de nombreux chiffres et faits d'actualité, permettent à l'auteur d'illustrer les effets du retour aux mécanismes régulateurs de l'économie libérale, soit la concurrence dans les échanges et la recherche de profit. Le second chapitre prolonge les analyses sectorielles précédemment amorcées par une réflexion sur les conséquences de la nouvelle logique concurrentielle en amont des marchés, soit en ce qui touche le capital et les facteurs de production. Le développement des fonds de pension, les exigences de transparence et d'harmonisation de la communication financière, la multiplication des OPA, la déréglementation financière, la nouvelle division internationale du travail et les contraintes environnementales découlent ainsi, selon Olsem, de « la dimension verticale de la discipline concurrentielle » et suscitent de nouveaux défis pour les entreprises.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteur aborde la mondia-

lisation comme « opportunité ». Les hypothèses de l'auteur s'inscrivent dans le cadre du modèle libéral classique : la concurrence, stimulée par la mondialisation des marchés, favorise l'innovation technologique, la modernisation des entreprises et la recherche de productivité, facteurs de croissance et de progrès. Ce cercle vertueux de la concurrence et de l'innovation est illustré à partir de l'analyse de la « nouvelle économie américaine ». Le développement de la filière informatique et des biotechnologies a ainsi joué un rôle moteur dans la croissance américaine des années 1990. Cette croissance a été largement favorisée par le dynamisme du capital risque américain, qui stimule l'esprit d'entreprise et l'innovation. Selon l'auteur, la « supériorité » technologique américaine est, dans de nombreux secteurs, incontestable et soulève des défis sans précédent pour les pays européens. Le dernier chapitre de l'ouvrage aborde les opportunités de la mondialisation dans plusieurs grands secteurs industriels, qui complètent ceux abordés précédemment : la communication, le cinéma, l'industrie du luxe, l'agroalimentaire, le tourisme, l'hôtellerie, l'automobile, l'immobilier et la distribution. Dans ces secteurs plus traditionnels, la mondialisation ouvre également de nouveaux débouchés et stimule la concurrence, donc l'innovation et la productivité.

Le foisonnement des exemples d'actualité et des illustrations sur la nouvelle économie mondiale, sur ses implications pour la stratégie des entreprises constitue sans nul doute la principale qualité de l'ouvrage. En 200 pages seulement, l'auteur parvient à dessiner un portrait global des con-

ditions de la concurrence dans les principaux secteurs industriels. Malgré cet effort de synthèse, qui aurait pu conduire à des analyses superficielles, la réflexion demeure généralement étoffée, parfois même un peu « savante ». Elle permet en toute hypothèse d'illustrer par des données récentes des concepts classiques de la théorie économique, laquelle, selon les propos de l'auteur est souvent « décalée avec l'évolution de la matière qu'elle devrait pourtant permettre de mieux voir » (p. 202). L'ouvrage met également en perspective les spécificités de deux modèles économiques concurrents : l'Europe et les États-Unis. Titulaire de la Chaire Jean Monnet sur les instruments et la construction de l'ordre économique de l'Union, Jean-Pierre Olsem met à profit ses connaissances des institutions européennes pour montrer dans quelle mesure les économies du vieux continent peuvent aujourd'hui se rapprocher de l'idéal concurrentiel proposé par les économistes classiques. Les positions pro-européennes et libérales de l'auteur le conduisent à adopter une attitude assez optimiste par rapport au phénomène de la mondialisation. Ce dernier apparaît comme une tendance irréversible à laquelle il serait vain de s'opposer. Les gouvernements et les entreprises doivent au contraire chercher à l'amplifier et à en tirer avantage, la stimulation de la concurrence apparaissant, en définitive, comme salutaire pour l'économie.

Un tel optimisme aurait cependant mérité plus de nuances. Publié peu de temps avant les événements de Seattle et les manifestations récurrentes des « antimondialisation », l'auteur se montre peu perspicace sur

les effets pervers de l'ouverture des marchés et sur l'apparition d'un « contre-pouvoir » à la domination du modèle néo-libéral. La partie sur l'analyse des « contraintes » de la mondialisation est en fait peu différente de celle sur les « opportunités ». Qu'il appelle des restructurations ou de nouveaux débouchés, le développement de la concurrence apparaît à la fois comme le moyen et la fin du processus de mondialisation, nouvel avatar de la « main invisible » d'Adam Smith. Les enjeux environnementaux, les conséquences sur l'uniformisation des cultures et des modes de vie, ou encore la croissance des inégalités semblent éludés ou ignorés par l'auteur, qui se limite à une analyse par secteurs industriels, lesquels ne sauraient pourtant s'affranchir d'un contexte socio-économique plus large. Cette perspective sectorielle paraît d'autant plus restrictive qu'elle se limite, pour l'essentiel, à deux blocs économiques : l'Europe et les USA. Or la « nouvelle économie mondiale », pour reprendre le titre de l'ouvrage, se caractérise par l'apparition de nouvelles puissances, en particulier du Sud-Est asiatique et n'a de sens que si elle est envisagée dans un horizon véritablement « mondial ». De façon paradoxale, le phénomène de la mondialisation est donc abordé dans une perspective assez ethnocentrique, et les détails sur la situation française ou européenne peuvent agacer le lecteur québécois. Ce dernier pourra également être dérouté par l'étonnante profusion des thèmes, par la diversité des secteurs d'activités analysés et par les multiples digressions technologiques, juridiques ou économiques de l'auteur, qui fait montre d'une érudition pour le moins « éclectique ».

Si l'ouvrage constitue une source d'informations très riche, l'imprécision des références bibliographiques utilisées en limite l'utilisation. En effet, la plupart des faits, des statistiques, des informations rapportées ne renvoient pas à des références précises et sont parfois déjà désuètes. Il est vrai que l'ouvrage se veut avant tout didactique et adapté à la tradition française des « grands concours », où les étudiants sont amenés à se prononcer sur des sujets variés en démontrant l'étendue de leurs connaissances. La précision méthodologique et bibliographique importe moins ici que la « culture générale », dont Jean-Pierre Olsem est loin d'être dépourvu. Cependant, l'écriture assez aride de l'auteur et la structure peu limpide de l'ouvrage n'en facilitent pas la lecture pour un usage pédagogique. En revanche, je recommande le livre aux personnes qui s'intéressent à l'économie industrielle, à l'analyse sectorielle de la concurrence et au droit de la concurrence, en particulier en Europe – plus spécifiquement en France – et aux États-Unis.

Olivier BOIRAL

Faculté des sciences de l'administration
Université Laval, Québec

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

Modern Strategy.

GRAY, Colin S. Oxford, Oxford
University Press, 1999, 412 p.

« Clausewitz pas mort ! » S'il fallait résumer en une formule-choc le « n-ième livre » de Colin Gray sur la stratégie, voilà sans doute la formule qui s'impose : désireux de procéder à l'*aggiornamento* d'une doctrine qui

représente « tout ce dont nous avons besoin » (p. 119) en matière de stratégie, définie comme « l'usage de l'engagement aux fins de la guerre » (Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Minuit, 1955, p. 181), *Modern Strategy* se propose d'étudier « la théorie et la pratique de l'usage et de la menace de l'usage de la force organisée à des fins politiques au vingtième siècle » (p. 1).

Divisée en douze chapitres (auxquels s'ajoutent une introduction et une conclusion), la réflexion de Colin Gray est articulée en deux grandes parties. La première partie, qui va jusqu'au chapitre 7 inclus, est un exposé théorico-historique dans lequel Gray successivement rappelle les dimensions de la stratégie (il en distingue dix-sept) et son autonomie par rapport aux considérations éthiques, plaide en faveur de la supériorité intemporelle de la pensée clausewitzienne eu égard notamment à ce qu'il appelle « la pauvreté de la pensée stratégique moderne » (p. 113), et propose différentes typologies des expériences stratégiques pratiques au xx^e siècle et de leur modélisation théorique en termes de cycles stratégiques. La deuxième partie étudie l'impact qu'a eu sur la stratégie, toujours définie comme usage (ou menace d'usage) de la force armée à des buts politiques, la complexification qu'ont représentée, par rapport à une époque clausewitzienne ne connaissant que la guerre sur terre et dans les mers, l'apparition d'opérations de guerre dans les airs et dans l'espace, l'invention de l'arme nucléaire et la révolution en cours dans les affaires militaires, ainsi que la multiplication des conflits de basse intensité opposant armées étatiques et guérillas